

Brochure n° 3131

Convention collective nationale

IDCC : 1404. – **ENTREPRISES DE COMMERCE,
DE LOCATION ET DE RÉPARATION DE TRACTEURS,
MACHINES ET MATÉRIELS AGRICOLES,
DE MATÉRIELS DE TRAVAUX PUBLICS,
DE BÂTIMENT ET DE MANUTENTION,
DE MATÉRIELS DE MOTOCULTURE DE PLAISANCE,
DE JARDINS ET D'ESPACES VERTS**

AVENANT N° 77 DU 4 JUILLET 2006
RELATIF AU BARÈME NATIONAL DES SALAIRES MINIMA GARANTIS
À COMPTER DU 1^{ER} JUILLET 2006
NOR : *ASET0651034M*
IDCC : 1404

Entre :

La fédération nationale des distributeurs loueurs et réparateurs de matériels de bâtiment, de travaux publics et de manutention (DLR) ;

Le syndicat national des entreprises de service et de distribution du machinisme agricole (SEDIMA) ;

La fédération nationale des artisans et petites entreprises en milieu rural (FNAR),

D'une part, et

La fédération générale des mines et de la métallurgie CFDT ;

La fédération nationale des syndicats de la métallurgie et parties similaires CFTC ;

La fédération des travailleurs de la métallurgie CGT ;

La fédération des cadres de la métallurgie CFE-CGC ;

La fédération Force ouvrière de la métallurgie CGT-FO ;

La chambre syndicale nationale des voyageurs, représentants et cadres de vente de l'automobile, de l'aviation, de la motoculture, du cycle des accessoires et industries annexes (CSNVA),

D'autre part,
il a été convenu ce qui suit :

Barème national des salaires minima mensuels garantis
(base 35 heures par semaine)

Applicable à compter du 1^{er} juillet 2006

(En euros.)

COEFFICIENT	SALAIRE MINIMUM MENSUEL base 151,67 h par mois
150	1 254,54
160	1 261,83
170	1 267,26
180	1 272,87
195	1 300,54
215	1 338,75
225	1 370,98
245	1 443,35
260	1 474,02
275	1 523,26
295	1 610,39
315	1 693,05
340	1 812,88
365	1 927,91

COEFFICIENT	SALAIRE MINIMUM MENSUEL base 151,67 h par mois
410	2 118,32
450	2 305,16
500	2 529,19
600	2 983,08
700	3 459,55
800	3 885,71

Champ d'application du présent avenant

Le champ d'application professionnel, personnel et géographique du présent avenant est celui prévu par l'article 1^{er} du chapitre I^{er} de la convention collective, modifié par l'avenant n° 33 du 22 avril 1986.

Dépôt de l'avenant

Le présent avenant, établi en application des articles L. 132-1 et suivants du code du travail, est fait en nombre suffisant d'exemplaires pour remise à chacune des organisations signataires et dépôt dans les conditions prévues à l'article L. 132-10 du code du travail.

Les parties signataires demandent l'extension du présent avenant au ministère de l'emploi, du travail et de la cohésion sociale.

Fait à Paris, le 4 juillet 2006.

(Suivent les signatures.)